

## FRANCE - TURQUIE : DES ÉCHANGES PARLEMENTAIRES UTILES DANS UN CONTEXTE COMPLEXE ET DIFFICILE

### Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire France – Turquie à Ankara, Şanlıurfa et Istanbul

7 au 11 octobre 2019

Du 7 au 11 octobre 2019, une délégation du groupe d'amitié France-Turquie, conduite par Mme Josiane Costes, présidente, et composée de MM. Jean-Pierre Vial et Jean-Yves Leconte, secrétaires, s'est rendue en Turquie à l'invitation de la Grande Assemblée nationale de Turquie (GANT).



*Carte de la Turquie*

Dans un contexte marqué par l'imminence de l'opération militaire turque « *Source de paix* » dans le Nord-Est de la Syrie, la délégation a consacré sa première journée de mission à une série d'entretiens à la GANT et au ministère des affaires étrangères à Ankara. À l'invitation du président du groupe parlementaire d'amitié Turquie-France, M. Mehmet Kasim Gülpinar, elle s'est ensuite rendue à Şanlıurfa à la frontière syrienne pour y visiter plusieurs projets d'accueil de réfugiés financés par l'Union européenne. A Istanbul, elle a rencontré des acteurs économiques, des représentants de la société civile et du mouvement « Universitaires pour la paix » et visité l'Université francophone de Galatasaray et du Lycée français Pierre Loti.



*Cérémonie de dépôt de gerbe au Mausolée Atatürk, Ankara, présidée par Mme Josiane Costes, présidente du groupe d'amitié France-Turquie*

### **I. La présence des réfugiés et la création d'une zone de sécurité dans le nord-est syrien au centre des entretiens à Ankara et Şanlıurfa**

À Ankara, le Président de la GANT, M. Mustafa Şentop, le Président de la commission des affaires étrangères, M. Volkan Bozkir, et l'ensemble des parlementaires rencontrés ont évoqué la charge que fait peser l'accueil de près de 4 millions de réfugiés syriens en Turquie.

Ce sont ainsi entre 1 million et 1,5 million de Syriens qui auraient trouvé refuge à Istanbul. Ils seraient près de 600 000 à Şanlıurfa sur une population de 2 millions d'habitants, ce qui en fait la première ville pour l'accueil des réfugiés par habitant. Environ 700 000 enfants syriens seraient également scolarisés en Turquie tandis que 500 naissances seraient enregistrées chaque jour au sein de la population réfugiée.



*De gauche à droite : M. Jean-Pierre Vial, sénateur, M. Mustafa Sentop, président de la GANT, et Mme Josiane Costes, présidente du groupe d'amitié France-Turquie*

La délégation a longuement été entretenue du projet de « zone de sécurité » qui vise à créer, sur une bande de 30 km de profondeur, tout au long de la frontière turco-syrienne, une zone permettant de réinstaller jusqu'à 1,5 million de réfugiés volontaires. L'aménagement de cette zone, en plusieurs grandes villes et villages, pourrait durer un an seulement et son coût – 22 milliards de dollars rien que pour le ciment d'après le Président Bozkir - serait pris en charge en partie par la Turquie et l'Union européenne (UE). La fin de la prise en charge des réfugiés réinstallés, par le système social turc, permettrait de compenser l'effort budgétaire de la Turquie.

Les parlementaires turcs ont également critiqué le dispositif européen de « Facilité pour les réfugiés en Turquie » (FRIT), instituée par le Conseil européen de novembre 2015. Consistant en une première dotation de 3 milliards d'euros, ce dispositif a été renforcé par une seconde tranche de 3 milliards d'euros débloquée dans le cadre de la déclaration commune du 18 mars 2016 entre l'UE et la Turquie. Les autorités turques contestent régulièrement ce dispositif qui accuse des retards de paiement - la première tranche n'est

pas encore intégralement décaissée par l'UE - et finance surtout directement des porteurs de projets d'accueil de réfugiés (ONG en particulier) sans transiter par l'État turc.



*De gauche à droite : MM. Mehmet Kasim Gülpinar, Jean-Pierre Vial et Mme Josiane Costes dans le centre social du Croissant rouge de Şanlıurfa.*

La délégation a pu constater à Şanlıurfa l'étendue des projets d'accueil en visitant un **centre social du Croissant rouge** et un **centre médical** financé par le ministère de la santé et la ville. Les Sénateurs ont également inauguré une école qui accueille des enfants turcs et syriens et se sont entretenus avec le maire de la ville, M. Zeynel Abidin Beyazgül.



*Inauguration de l'École Mehmetçik à Şanlıurfa en présence des sénateurs M. Jean-Pierre Vial et Mme Josiane Costes et de M. Mehmet Kasim Gülpinar.*

## II. Une situation intérieure qui demeure sous tension

La situation politique intérieure est marquée par les suites des élections municipales du printemps 2019. L'élection de maires CHP (parti kémaliste) dans les trois principales villes de Turquie est perçue comme un signe annonciateur de difficultés pour le Président Erdoğan à se maintenir au pouvoir lors des prochaines élections prévues en 2023. Dans un contexte d'érosion de son socle électoral, le parti présidentiel AKP a de plus connu une scission soutenue notamment par l'ancien Premier ministre Abdullah Gül.

L'intervention militaire dans le Nord-est syrien apparaît alors comme une « fuite en avant » destinée à faire de nouveau pression sur la classe politique et les médias (78 arrestations ont eu lieu le jour du déclenchement de l'opération).

La délégation s'est également préoccupée du sort des universitaires et intellectuels poursuivis pour leurs opinions depuis 2016. Elle s'est entretenue avec des représentants du mouvement « *Universitaires pour la paix* » : M. Tuna Altinel, Mme Noémi Lévi-Aksu et Mme Asli Odman.



Rencontre avec le mouvement « *Universitaire pour la paix* » : de gauche à droite, M. Bertrand Buchwalter, consul général, Mme Asli Odman, Mme Noémi Lévi-Aksu, M. Tuna Altinel, Mme Josiane Costes et M. Jean-Yves Leconte

Une décision récente de la Cour constitutionnelle a permis de faire valoir la liberté d'expression et ouvre la voie à un règlement de masse des contentieux concernant des universitaires et intellectuels inquiétés par la justice après avoir signé des pétitions.

## III. Accroître les échanges économiques entre la France et la Turquie

Depuis la visite à Paris du Président Erdoğan en janvier 2018, l'objectif de porter le volume d'échanges entre la France et la Turquie de 13 à 20 milliards de dollars est clairement affiché. La balance commerciale entre la France et la Turquie est actuellement légèrement déséquilibrée en faveur de la Turquie.

Les représentants de la Tüsiad, principale organisation représentative des entreprises de Turquie, ont rapporté l'inquiétude de la communauté d'affaire, face à la détérioration des relations entre l'UE et la Turquie et insisté sur la nécessité d'un rapprochement entre Paris et Ankara sur les questions économiques. Ils ont plaidé pour l'ouverture de négociations en vue de la modernisation de l'Union douanière. Cette hypothèse a été jugée peu vraisemblable par M. Jean-Yves Leconte qui a estimé que des progrès significatifs en matière d'État de droit et un engagement en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique étaient un préalable indispensable.

Mme Josiane Costes a fait valoir la préoccupation des éleveurs français face à la fermeture du marché turc pour l'exportation de bovins. La représentante du ministère turc de l'agriculture a rappelé le risque de contamination par la fièvre catarrhale tout en souhaitant qu'une reprise soit possible prochainement.

La délégation a également visité un incubateur de *start-up* à Istanbul, symbole du développement de l'économie turque vers le secteur du digital.

## IV. Relations culturelles et éducatives

Les relations culturelles et académiques sont au cœur des priorités portées par le groupe d'amitié depuis 2017. A l'occasion du colloque organisé au Sénat pour les 150 ans du Lycée et les 25 ans de l'Université Galatasaray en septembre 2020, Mme Josiane Costes avait promis de visiter le site de l'Université lors du déplacement du groupe d'amitié en Turquie. La délégation a été reçue sur les bords du Bosphore par le recteur, M. Ertuğrul Karsak, qui a insisté la nécessité de maintenir l'effort

de la France pour l'envoi d'enseignants français.

Face au durcissement des autorités turques à l'égard des établissements scolaires étrangers, les sénateurs ont souhaité apporter leur soutien aux établissements français en visitant les écoles maternelle et primaire du Lycée Pierre Loti à Istanbul.

Ils ont pu également découvrir à côté de Şanlıurfa le site exceptionnel de Göbekli Tepe, ensemble d'architecture monumentale en pierre le plus ancien au monde et son musée archéologique. La visite du centre historique de Şanlıurfa, en particulier la mosquée Dergâh, ont constitué un point d'intérêt de ce déplacement.

\*  
\* \*

## Conclusion

Dans un contexte international sensible, marqué en particulier par les rivalités de puissances au Moyen-Orient, la Turquie veut peser davantage dans la région. La délégation a perçu la volonté de la Turquie de renforcer ses échanges économiques avec les pays du Moyen-Orient, confirmant ainsi la mise en œuvre d'une politique de moindre dépendance vis-à-vis de l'Union européenne.

La Turquie joue un rôle majeur dans la crise syrienne. Elle accueille un grand nombre de réfugiés syriens. Mais son intervention a été très critiquée. Dans ce contexte complexe et difficile, elle est un acteur incontournable avec lequel il paraît nécessaire de maintenir le dialogue. A ce titre, les échanges interparlementaires peuvent jouer un rôle appréciable dans lequel le groupe d'amitié sénatorial entend prendre toute sa part.

### Composition de la délégation



**Mme Josiane COSTES**

Présidente du groupe d'amitié  
Sénatrice du Cantal  
(RDSE)



**M. Jean-Pierre VIAL**

Secrétaire du groupe d'amitié  
Sénateur de la Savoie  
(Les Républicains)



**M. Jean-Yves LECONTE**

Secrétaire du groupe d'amitié  
Sénateur des Français établis  
hors de France  
(Socialiste et républicain)

Composition du groupe d'amitié : [http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami\\_624.html](http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_624.html)